

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(17 février 1962 — 17 mai 1963)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS: TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NATIONS UNIES



New York, 1963

c) Préparer une étude concernant les services de recherche, de vulgarisation, d'enseignement et de formation agricoles, qui permette de définir la structure, le fonctionnement et l'efficacité réelle de ces services, ainsi que les améliorations qui doivent leur être apportées afin de permettre une transformation technologique à l'échelle requise pour assurer un rythme accru de développement économique et social des pays latino-américains et de définir également les besoins futurs de personnel qualifié à tous les niveaux;

4. *Demande* au secrétariat, à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture d'intensifier, en collaboration avec les autres organisations interaméricaines qui font partie du Comité interaméricain de développement agricole, leur coopération technique avec les gouvernements des Etats membres qui seraient désireux d'obtenir cette coopération pour élaborer des plans de développement agricole;

5. *Recommande* aux gouvernements des Etats membres de collaborer autant que faire se pourra à la réalisation des études qui viennent d'être mentionnées, et aussi de profiter dans toute la mesure du possible des possibilités offertes par les programmes de formation technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Fonds spécial.

16 mai 1963.

226 (X). Financement du développement

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que, pour accélérer le rythme de la croissance économique des pays de la région, il est indispensable d'accroître sensiblement la formation de capital,

Considérant que le financement des investissements doit être surtout le résultat de l'effort intérieur des pays latino-américains eux-mêmes,

Etant donné la nécessité de faire en sorte que les méthodes de financement adoptées ne produisent pas de pressions inflationnistes internes ou de déséquilibres marqués de la balance des paiements,

Tenant compte du fait que la structure de la répartition du revenu existant actuellement dans la plupart des pays latino-américains constitue une source potentielle d'épargne intérieure dont on peut tirer plus largement parti et que l'on peut canaliser de manière plus satisfaisante,

1. *Prend note avec satisfaction* des progrès des recherches que le secrétariat a effectuées en matière de financement du développement, tels qu'ils se reflètent notamment dans les documents intitulés : « Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano » (E/CN.12/680), « El desarrollo económico en América Latina en la postguerra » (E/CN.12/659 et Add.1) et « El financiamiento externo en el desarrollo económico de América Latina » (E/CN.12/649), ainsi que des études entreprises et des réunions organisées conformément au programme OEA/CEPAL/BID sur la fiscalité;

2. *Réaffirme* les termes de la résolution 3 (IV), adoptée par la Commission en juin 1951, ainsi que d'autres résolutions traitant du même sujet :

3. *Prie* le secrétariat, lorsqu'il poursuivra les études sur ces questions, en coordination avec d'autres organismes internationaux selon qu'il conviendra, d'accorder une attention particulière aux recherches sur la structure, le volume et la répartition de l'épargne intérieure afin qu'elles puissent servir de base pour l'élaboration d'une politique financière qui permette d'accélérer le développement économique des pays de la région.

16 mai 1963.

227 (X). Intégration économique et planification

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que le processus d'intégration économique de l'Amérique latine constitue un facteur de grande importance pour l'accélération du développement économique des pays de la région,

Tenant compte de la nécessité urgente d'intensifier et de réglementer l'exploitation des possibilités de développement en renforçant le mouvement en faveur de l'intégration et de la coordination des programmes nationaux de développement,

1. *Recommande* aux gouvernements des pays d'Amérique latine de tenir compte, dans l'élaboration de leurs plans de développement, de l'élargissement des marchés qui peut résulter de l'intégration économique, de manière à faciliter le processus et de faire en sorte que les avantages résultant de la complémentarité des économies soient mis à profit;

2. *Demande* au secrétariat d'effectuer, en collaboration avec le secrétariat de l'Association latino-américaine de libre-échange et le secrétariat permanent du Traité général d'intégration de l'Amérique centrale, les études nécessaires pour déterminer, par rapport à l'importance du marché et aux possibilités de réalisation des projets envisagés, les produits qui sont demandés dans les pays d'Amérique latine et ne sont pas produits dans les divers pays, mais pourraient l'être dans les zones d'intégration;

3. *Recommande* au secrétariat de joindre ses efforts à ceux du secrétariat de l'Association latino-américaine de libre-échange pour étudier des projets industriels intéressant le marché régional et réalisables dans les pays relativement moins développés de la région;

4. *Prie* le secrétariat et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale d'effectuer des études méthodologiques qui permettent d'accroître la comparabilité des plans de développement économique des pays de la région et d'en assurer la coordination progressive;

5. *Demande* à l'Institut latino-américain de planification économique et sociale de tenir compte, dans ses programmes de formation du personnel, des problèmes